

Impact macroéconomique du mouvement des gilets jaunes : une estimation difficile à ce stade

Estimer l'impact économique du mouvement des gilets jaunes est un exercice difficile et incertain à la date de finalisation de cette *Note de conjoncture* (13 décembre 2018). Ce mouvement, qui a pris une forme assez inédite, a en effet commencé à la mi-novembre, soit relativement récemment, et se poursuit encore au moment où s'achève la rédaction de cette *Note*. Très peu d'indicateurs macroéconomiques sont donc connus à ce stade.

Centré au départ sur la hausse des prix du carburant automobile, le mouvement des gilets jaunes s'est ensuite élargi à d'autres revendications, notamment sur le pouvoir d'achat. Il a surtout pris la forme de blocages routiers, mais aussi de manifestations parfois émaillées de violence, à Paris comme en province et outre-mer.

Si ce mouvement ne comporte pas de précédent historique directement comparable, on peut tout de même tenter de lister les canaux par lesquels il est susceptible d'affecter l'activité économique.

Un impact probable sur la consommation, notamment de services

Du côté de la production industrielle, les blocages de routes et de dépôts pétroliers ont pu engendrer des retards de livraison et certaines entreprises peuvent pâtir de problèmes d'approvisionnement. Néanmoins, ces blocages semblent à ce stade d'une ampleur moindre que ceux qui avaient affecté l'activité économique pendant, par exemple, les grèves massives de décembre 1995, lesquelles avaient ôté environ 0,2 point à la croissance trimestrielle du PIB.

En revanche, le mouvement des gilets jaunes est de nature à pénaliser la consommation, localement assez durement, et par plusieurs canaux. Tout d'abord, les blocages, notamment routiers, ont pu conduire les ménages à reporter ou annuler certaines dépenses. Les dépenses en biens peuvent certes être en partie reportées. Mais cet effet de report est en

général moindre pour les dépenses en services (en particulier dans l'hébergement-restauration, les loisirs, les transports) qui pourraient donc connaître des pertes sèches plus marquées.

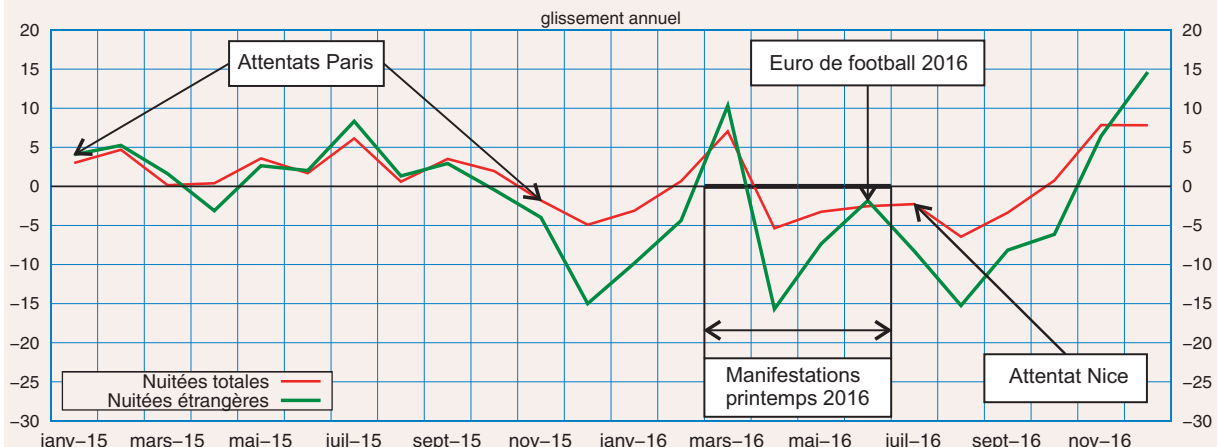
Un effet sur le tourisme

Car, aux effets directs des blocages, s'ajoute le caractère anxiogène des scènes de violence qui ont marqué le mouvement, en particulier les samedis 24 novembre et, plus encore, 1^{er} et 8 décembre. Certaines se sont déroulées dans des lieux symboliques du pays et hautement touristiques (avenue des Champs-Élysées et Arc de Triomphe à Paris). On peut donc s'attendre à ce qu'elles pénalisent les activités liées au tourisme.

La France a déjà connu des épisodes émeutiers, par exemple en novembre 2005. Les données disponibles suggèrent néanmoins que ces événements n'ont sans doute pas eu d'impact significatif sur l'activité touristique. Celles-ci concernaient alors la région parisienne, mais pas le cœur touristique de la capitale. À l'inverse, les attentats de novembre 2015 à Paris, événements de nature certes très différente, ont pesé pendant plusieurs mois sur le tourisme, ôtant 0,2 point de PIB à la croissance annuelle de 2016 (cf. Insee, 2016 et Beatriz, 2018).

À titre illustratif, la chronique des glissements annuels des nuitées dans les hôtels figure sur le graphique ci-dessous pour la période 2015-2016. La fréquentation touristique dans l'hôtellerie a nettement baissé après les attentats de novembre 2015 (*graphique*). C'est – logiquement – la clientèle étrangère qui a été la plus touchée. L'attentat du 14 juillet 2016 à Nice a sans doute eu un effet du même type, même s'il a été moins marqué. Au moins deux autres événements ont vraisemblablement eu aussi un impact sur cette série durant la période considérée : les manifestations du printemps 2016, dont la violence ponctuelle n'était néanmoins pas comparable à celle du 1^{er} décembre 2018, et, à l'inverse, l'Euro de football organisé en France en juin et juillet 2016.

L'évolution de la fréquentation touristique dans l'hôtellerie a été heurtée par de nombreux événements en 2015 et 2016



Note : les données sont brutes
Source : Insee, Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie

En novembre 2018, la confiance des ménages dans la situation économique a nettement baissé

À côté des principaux indicateurs macroéconomiques, les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises et des ménages permettent d'avoir une idée de la manière dont les acteurs économiques envisagent leur situation à venir.

Mi-décembre, les résultats des enquêtes de conjoncture de l'Insee auprès des entreprises ne sont pas encore disponibles pour la période postérieure aux manifestations émaillées de violence. Le mouvement des gilets jaunes ayant commencé le 17 novembre, les chefs d'entreprise n'ont pas pu les prendre en compte dans leur réponse à l'enquête de novembre.

L'enquête de conjoncture auprès des ménages affiche quant à elle une nette dégradation de l'indicateur synthétique de confiance en novembre. Toutes les composantes de la confiance sont en baisse marquée. En particulier, le solde sur l'opportunité de faire des achats importants chute en novembre ; or ce solde peut être relié à la consommation future des ménages (cf. *éclairage : Que disent les ménages sur leur perception des évolutions de leur niveau de vie dans les enquêtes de conjoncture ?*). Il laisse donc présager une consommation relativement peu dynamique au quatrième trimestre 2018, trimestre pourtant marqué par des mesures fiscales (baisse de la taxe d'habitation et des cotisations salariales) venant augmenter le pouvoir d'achat des ménages.

Le mouvement social pourrait également peser sur l'emploi

Enfin, le ralentissement de l'activité lié au mouvement des gilets jaunes pourrait également affecter la dynamique des créations d'emploi. Par exemple, certaines embauches de contrats courts ou d'intérim prévus dans les magasins à l'occasion des fêtes de fin d'année pourraient finalement ne pas se concrétiser à cause des blocages.

Au total, le scénario de cette *Note de conjoncture* fait l'hypothèse que le mouvement des gilets jaunes pourrait ôter 0,1 point à la croissance du PIB au quatrième trimestre 2018, via les secteurs d'activité sans doute principalement touchés : commerce, hébergement, restauration, transports... Cette estimation est néanmoins soumise à beaucoup d'aléas, ne serait-ce que sur la durée du mouvement.

Bibliographie

Insee (2017), « En 2017, le tourisme ne pèserait plus sur la croissance française, après avoir coûté 0,2 point en 2016 », éclairage de la *Note de conjoncture* de juin 2017.

Beatriz (2018), « Le retour des touristes en 2017 a contribué pour 0,2 point à la croissance française », encadré de l'édition 2018 de *L'économie française, comptes et dossiers* (Insee). ■